

Xabier Oleaga - Entrevue

«Nous avons besoin d'une stratégie unitaire pour défendre le nationalisme et la culture basque»

Xabier Oleaga a répondu aux questions d'Egunero dans la prison de Navalcarnero, où il est encore enfermé. Il affirme que ce qui est arrivé à *Egunkaria* est un avertissement pour d'autres et qu'il faut prendre des mesures de prévention.

Il a été libéré le 3 novembre 2003, après avoir versé une caution de 30.000 € et avoir passé huit mois en prison.

Comment allez-vous?

Après ce qui est arrivé, je crois que j'ai des forces pour affronter l'avenir. Le fait de continuer ici n'est pas facile. Et tous les jours on n'a pas le moral. En prison, en tout moment surgissent des situations potentielles de tension et c'est très dur, ça fatigue énormément.

Comment est votre vie en prison?

Cela fait à peine quelques semaines qu'on est là et déjà la mère et le frère d'un prisonnier politique basque sont morts, et le père est très grave, à la suite d'un accident en cours de route, ils venaient lui rendre visite. La semaine suivante, il y a eu deux autres accidents de membres de la famille de deux autres prisonniers, sans blessés graves, heureusement. Et, pour nous altérer encore davantage, dans cette prison et dans d'autres, on nous a menacé de représailles si nous dénonçons publiquement la terrible situation, en arborant un petit papier sur lequel il est écrit «Non à la dispersion. Euskal Presoak Euskal Herrira». Tout ça pour un simple papier...

Un autre jour, dû à une erreur du médecin, tu te sens faible et sans forces. Ça n'en finit jamais. Il faut assimiler la dose quotidienne de tension, des fois plus forte, d'autres un peu moins.

Votre famille vient d'affirmer que les conditions de vie ici sont très dures.

La moitié de la peine c'est déjà d'être privé de liberté, surtout lorsqu'elle se produit de façon si arbitraire. L'autre moitié, ce sont les conditions de vie en prison. Il ne faut pas oublier que nous sommes 24 heures sur 24 en contact direct avec les agents de l'appareil oppresseur de l'État, ou plutôt que nous sommes à leur merci. C'est vrai que certains d'entre eux sont meilleurs et d'autres pires, mais ce n'est qu'une anecdote par rapport aux conditions de vie ici. La tendance excessive à agir arbitrairement, l'impunité, le manque de protection...

Et nos gens, nos familles, nos amis, notre entourage social, à des milliers de kilomètres d'ici. Aujourd'hui, demain, après-demain, jour après jour. On a suffisamment de matériel pour secouer les consciences, un bon documentaire de télévision pour ceux qui regardent toujours ailleurs. Sans oublier les nombreux prisonniers politiques basques qui se trouvent en bien pire situation que nous.

Avez-vous surmonté votre séjour aux mains de la Garde Civile ou pas encore?

Après la terrible expérience de la Garde Civile, la prison semble beaucoup moins dure. Dans ce sens, je crois que je l'ai surmontée. Mais j'ai du mal à dormir la nuit; je revis sans cesse ces journées. Je meurs d'envie de sortir d'ici, bien entendu, mais j'ai peur aussi. La perception que cela peut arriver à nouveau est toujours présente, tout est si arbitraire. Cependant, malgré tout, ils n'ont pas encore pu vaincre ma rationalité, mais je ne peux nier que mes craintes persistent.

Vous attendiez-vous au traitement reçu lors de la détention?

En général, on connaît la manière d'agir des forces policières, dans notre entourage. Mais je ne peux parler de traitement sans parler du cas dans son ensemble. Ces dernières années, notre génération a dû subir des situations inusuelles et très graves. L'État espagnol brûle les étapes jour après jour, abus après abus: la fermeture d'*Egin*, l'illégalisation des structures de la gauche abertzale...

Une telle situation est une porte ouverte à la réalisation d'actions de tout genre. Cependant, parmi mes prédictions récentes ne figurait pas la fermeture d'*Egunkaria*, de la manière dont elle s'est produite, ni le traitement que nous avons subi.

Dans d'autres cas, il y a eu des détentions moins dures que les vôtres.

Effectivement. D'autres ont été moins dures que les nôtres. Moi aussi je m'attendais à une «mise en détention douce», quand ils sont entrés et qu'ils nous ont informés des accusations contre nous. Mais, je vais te raconter un incident. Au début, lorsqu'ils m'emmenaient de Navalcarnero à l'Audience Nationale, l'un des Gardes Civiles a dit à l'autre, en parlant de moi: «...celui-ci n'est pas de ceux qui tuent, mais de ceux qui écrivent»; et l'autre lui a répondu: «Peu importe, pour moi ils sont tous pareils !»

On vous accuse d'appartenir à l'ETA ou de collaborer avec l'ETA.

Il suffit de voir la manière de procéder à la détention et la manière de nous traiter pour savoir qu'ils nous prenaient pour des membres de l'ETA. Il ne faut pas oublier l'accusation contre nous et qui a provoqué la fermeture d'*Egunkaria*: qu'il s'agissait d'un instrument de l'ETA et que nous appartenions ou collaborions avec eux. Ils se sont centrés sur cette relation pour rendre crédible leur mensonge face à l'opinion publique espagnole, pour nous lier à la lutte armée.

Vous, cependant, vous êtes connus pour votre travail dans le monde de la culture basque, de la production culturelle en général et du travail social.

Tout à fait. Et je voudrais profiter de cette opinion unique pour remercier de tout cœur les individus et les organismes qui nous ont défendus. Moi, en tout cas, j'ai une dette envers eux, après avoir fait l'objet de cette immense solidarité, je suis profondément touché.

Recevez-vous beaucoup de courrier en prison?

Je sais que de nombreux témoignages de solidarité sont arrivés, aussi bien pour moi que pour les deux camarades qui sont encore en prison, Iñaki et Xavier, mais, là aussi, nous nous sommes heurtés aux obstacles imposés par le centre pénitentiaire lui-même. Je ne vous cache pas que, par le biais des relations sociales et politiques de nous trois, ainsi que de nos familles et amis, j'espère bien avoir l'occasion de faire connaître notre situation et celle des prisonniers politiques basques. Je suis sûr que l'aspect différentiel que notre présence a introduit dans la prison se fera sentir, comme c'est déjà le cas.

Vous vous souvenez certainement des questions de la Garde Civile. Dans votre cas, que voulaient-ils savoir? Que prétendaient-ils?

La Garde Civile m'a interrogé sur des questions très diverses, mais leur préoccupation principale, et sur laquelle se basait principalement l'inculpation, était de savoir qui m'a encouragé à m'incorporer à *Egunkaria* et quand je suis entré au journal. Le juge et l'Avocat Général voulaient que j'explique pourquoi mon nom apparaissait sur les documents contenant les intentions de l'ETA à l'égard d'*Egunkaria*. En premier lieu, pour savoir quand je suis entré à *Egunkaria* ce n'était pas la peine de le demander, il suffit de le vérifier à la Sécurité Sociale. Cela montre l'absurdité de l'interrogatoire, qui consistait en questions sur des activités légales et dont la réponse se trouvait, pour la plupart, sur des documents officiels. Quant aux questions du juge, même si mon nom apparaissait sur ces documents de l'ETA, mon intention consciente de participer à cet hypothétique projet n'y figure pas. Car une telle

intention n'existe pas. Je n'ai cessé de le dire, mais voilà le résultat...

Votre travail comme journaliste à *Egunkaria* n'a pas duré très longtemps.

Voilà un autre argument en ma faveur. Si j'étais entré à *Egunkaria* avec les objectifs et les tâches politiques qui me sont imputés, je n'aurais pas quitté le journal après deux ans d'activité. Eux, ils savaient que c'était un argument de poids en ma faveur et la Garde Civile a insisté beaucoup pour savoir la raison qui m'a poussé à quitter *Egunkaria*.

Es t-il vrai qu'ils veulent également mettre les ikastolas dans le même sac que l'ETA?

La Garde Civile et l'Avocat Général m'ont posé plusieurs questions sur les ikastolas, assez similaires, mais ils ne se sont pas montrés spécialement intéressés en la matière. L'Avocat Général m'a demandé si les ikastolas appartenaient à KAS et comment elles étaient financées, c'est tout. Le juge ne m'a rien demandé à ce sujet. Mais les Gardes Civils ne cessaient de donner leur opinion sur les ikastolas: que l'histoire enseignée aux élèves est fautive, la géographie aussi... Ça vous rappelle quelque chose, hein? Je ne sais pas si le discours du PP provient de la Garde Civile ou si c'est la Garde Civile qui s'est alimentée du discours du PP...

Les ikastolas devraient-elles se sentir préoccupées?

Oui, sans le moindre doute. En tout cas prévenues. Car cela fait partie de la logique du gouvernement d'intervenir contre *Gara* ou contre toute autre entité, de même qu'il est intervenu contre AEK. Il faudra voir après s'ils ont des motifs, des excuses, qui permettent de lier techniquement l'accusation à l'ETA. Mais s'ils les trouvent, ils interviendront sans hésiter. Car, en définitive, nous connaissons déjà le modèle: présenter comme stratégie contre le terrorisme ce qui n'est qu'une simple agression politique. Aznar a très bien appris la doctrine implantée aux Etats-Unis, en réponse aux tristes événements du 11-S.

Le Gouvernement d'Espagne a porté plainte contre vous, pour avoir dénoncé des tortures.

Le gouvernement s'est heurté à des problèmes, à la suite de l'opération engagée contre *Egunkaria*. Cette opération n'a pas eu le même succès que les précédentes. Ils cherchaient des dénonciations contre l'opération mais l'écho a été bien plus grand que prévu, aussi bien au Pays Basque que sur le plan international. Les accusations de torture, notamment, ont eu un grand écho. Acebes s'est efforcé, comme il a pu, de faire taire cet écho. Raison pour laquelle ils ont étouffé les accusations de tortures que nous avons présentées par devant les tribunaux et ils ont présenté les plaintes portées contre nous.

Pensez-vous qu'il y aura une suite à cette opération?

Je n'avais même pas imaginé que le cas *Egunkaria* puisse se produire et, justement, parce que je travaillais dans le journal, j'ai eu l'occasion de déjeuner avec Carlos Iturza. Il était content, et moi de l'entendre dire, car, depuis qu'il était Secrétaire Général, ils recevaient tous les jours, au siège social de son parti, le journal *Egunkaria*, de même que les autres journaux. Il en était fier car c'est lui qui avait engagé cette bataille dans son propre parti et il l'avait gagnée. Une relation qui a toujours été respectée entre nous; j'ai des preuves et des témoins. Aujourd'hui, je ne sais pas ce qu'il pense d'*Egunkaria* ni sur bien d'autres choses, mais je sais ce qu'il dit. Mais les choses, on le voit, ont bien changé. Le PP et le PSOE, sous la direction du premier, ont décidé de mettre fin à tout ce qui, pour l'Etat espagnol, ressemble à gauche abertzale. Le motif est clair: ils considèrent la gauche abertzale comme le moteur du nationalisme. Pour eux, beaucoup d'initiatives qui sont tout simplement nationalistes, ou qui visent à défendre la culture basque, sont sous l'influence de la gauche abertzale. Par conséquent, tout le monde nationaliste et de défense de la culture basque, construit avec grand effort dans les dernières années, court le risque d'être détruit, si les partis nationalistes, les acteurs sociaux et, en général, tous les partisans d'un nouveau cadre politique pour le Pays Basque, n'élaborent pas et n'adoptent pas une stratégie unitaire.

Considérez-vous adéquate la réponse offerte par le Pays Basque?

On aurait beaucoup à dire sur la réponse du Pays Basque, offerte à la suite de la procédure conduite contre *Egunkaria*. On a tendance, bien entendu, à faire des analyses et des commentaires autour de la réponse. L'opération d'*Egunkaria* a mis en évidence des questions intéressantes sur certaines attitudes dont le but est de résoudre le conflit basque, pas seulement concernant *Egunkaria* et la culture basque. Et c'est merveilleux.

Pouvons-nous tirer une leçon positive des événements?

On le fait, heureusement, déjà. Ou plutôt, cette idée commence à fleurir. Mais je crains que les riches cultures semées par *Egunkaria* finissent enfouies sous le volcan de l'éruption des prochaines élections. Les élections du 25 mai, anormales du point de vue démocratique, provoquent déjà et risquent de provoquer, selon ma modeste opinion, la distorsion d'une période pleine d'espoir. Si les élections ont lieu dans un tel climat, j'estime qu'il faudrait refaire les élections, dans des conditions démocratiques, avant la fin de la législature.